

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 23 septembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 18
Nombre de votants : 23
Date de la convocation : 15 septembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-trois septembre à quatorze heures trente, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Stéphane DELAGE (Le Gua)
M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage)	M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac)
Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage)	Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre)
M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)	M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)
Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)	M. Joël PAPINEAU (Saint-Sornin)

Absents excusés :

M. Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage)
Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)
M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac)

Absents :

M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage)
M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Approbation définitive des nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes au 1^{er} janvier 2026*Affaires générales*

Monsieur le Président expose :

Par délibération n°2025/CC04/04 du Conseil Communautaire en date du 17 juin 2025, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes a engagé la procédure de reprise des compétences relevant de « la petite enfance, l'enfance et la jeunesse ; l'animation et la coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, l'élaboration et la mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux », exercées par le Centre Intercommunal d'Action Sociale depuis le 1^{er} janvier 2018.

Conformément à l'article L.5211-17 du CGCT, cette délibération a été adressée à l'ensemble des communes membres pour qu'elles se prononcent sur cette modification statutaire, dans un délai de trois mois.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-4-1, L.5214-16, L.5211-17, L.5211-20, et L.5211-5 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.123-4, L.123-4-1 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 dite « 3DS », relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts actuels de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, intégrant l'action sociale d'intérêt communautaire au titre des compétences optionnelles ;

Vu la délibération n°2017/CC08/15 du Conseil Communautaire en date du 15 novembre 2017 transférant l'intégralité de cette compétence au Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) ;

Vu la délibération n°D2025061101 du Conseil d'Administration du CIAS en date du 11 juin 2025 se prononçant favorablement sur le principe de la reprise de la compétence « petite enfance, enfance, jeunesse et animation de contrats locaux » par la Communauté de Communes ;

Vu la délibération n°2025/CC04/04 du Conseil Communautaire en date du 17 juin 2025, engageant la procédure de reprise par la Communauté de Communes du Bassin de Marennes des compétences relevant de « la petite enfance, l'enfance et la jeunesse ; l'animation et la coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, l'élaboration et la mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux » exercées par le CIAS, et sollicitant l'ensemble des communes membres pour qu'elles se prononcent, dans un délai de trois mois, conformément à l'article L.5211-17 du CGCT ;

Vu la délibération n°2025_06_44 du Conseil municipal de la commune de Le Gua en date du 24 juin 2025 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Just-Luzac en date du 24 juin 2025 ;

Vu la délibération n°D25_04_02 du Conseil municipal de la commune de Nieulle-sur-Seudre en date du 8 septembre 2025 ;

Vu la délibération n°2025_09_21.15.7.5 du Conseil municipal de la commune de Saint-Sornin en date du 10 septembre 2025 ;

Vu la délibération n°2025_09_71 du Conseil municipal de la commune de Marennes-Hiers-Brouage en date du 16 septembre 2025 ;

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Bourcefranc-Le Chapus en date du 16 septembre 2025 ;

Considérant la compétence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes (CCBM) en matière d'action sociale d'intérêt communautaire, dont l'exercice a été intégralement confié au CIAS depuis 2017 ;

Considérant le périmètre d'intervention actuel du CIAS incluant la mise en œuvre de la politique éducative en direction de l'enfance et de la jeunesse, l'animation des contrats locaux et des partenariats avec des acteurs tiers ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux à l'échelle intercommunale ;

Considérant que la Communauté de Communes du Bassin de Marennes souhaite aujourd'hui, dans un objectif d'optimisation du service public local et de clarification des responsabilités institutionnelles, reprendre en direct les compétences relatives à la « petite enfance, enfance et jeunesse ; animation et coordination des contrats et dispositifs locaux en matière d'action sociale, élaboration et mise en œuvre de l'analyse des besoins sociaux » ;

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- d'approuver définitivement les modifications statutaires proposées et annexées dans la nouvelle rédaction des statuts joints à la présente délibération ;
- de demander au représentant de l'État de constater, par arrêté préfectoral, la modification de répartition des compétences à effet du 1^{er} janvier 2026.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président



Le Secrétaire de séance

